



LONDON CALLING

Un appel à d'autres révoltés sur le continent, à mettre le feu à la poudrière

La capacité de l'homme à s'adapter aux circonstances ne connaît pas de limites. On peut lui imposer un milieu des plus affreux, fait de misère, de pauvreté, de prison ; lui enlever toute perspective de vivre une vie pleine et passionnée, tout espoir ; l'encourager même à commettre les actes les plus vils au nom de la patrie, de la morale, du maintien de l'ordre, et il ne bronchera pas. Il regardera ses pieds et s'adaptera aux circonstances. Cette capacité est le fil qui traverse toute l'histoire humaine, c'est le fil de la résignation, de l'acceptation de l'inacceptable, l'effacement de soi-même au nom du « moindre mal ».

Mais il n'en est pas toujours ainsi, et il n'en sera jamais toujours ainsi. Ça aurait pu se passer autrement, là-bas en Angleterre, à Londres dans le quartier de Tottenham, où Mark Duggan a été tué par les balles de la police qui voulait l'intercepter. Ça aurait pu ne rien provoquer, engendrer quelques pleurs peut-être, mais rien de plus. Sauf, ça ne s'est pas passé de cette manière, l'acceptation de ce énième meurtre policier a dû faire place à une explosion de rage qui a vite embrasé quasi toutes les grandes villes d'Angleterre. « Londres mis à feu et à sang » titraient les journaux pour décrire la colère. « Londres

aux mains des émeutiers et de pillards » disait-on pour décrire les innombrables attaques contre des magasins, des supermarchés, des centres commerciaux, des bâtiments de l'Etat, des commissariats de police, des écoles et des milliers de gens qui ont déclenché une fureur qui fait d'une certaine manière écho à ce qui s'était passé en novembre 2005 en France ou encore en décembre 2008 en Grèce.

Cette révolte en Angleterre a éclaté avec une violence telle qu'on pourrait dire qu'elle contient toute la violence vécue au quotidien, dans tous les rapports sociaux. La violence du travail, de l'environnement empoisonné, de la concurrence effrénée entre tout le monde, de la misère, du loyer, de l'école, de l'Etat, ... a trouvé aujourd'hui en Angleterre un écho dans la rue, un écho de révolte qui se met *en contre*, directement, sans dialogue politique aucun, sans trêve ni paix possible. Et si des saloperies ont bien pu se passer lors de cette révolte, comme ne cessent de répéter les médias, les défenseurs de l'ordre, le « soutien critique » de la gauche, les réformistes, les humanitaristes, la question reste de savoir ce qui est crapuleux et pourquoi ça l'est. Les opinions différeront. Mais il faut être clair

que ces actes ne sont rien comparées aux saloperies qui se passent tous les jours, justifiées et stimulées par le pouvoir (massacres, guerres, tortures, exploitation,...) ou par l'ordre social dans son ensemble (violence domestique, concurrence jusqu'à la mort, drogues et antidépresseurs pour oublier,...). Ils sont beaucoup plus un prolongement, un ombre d'un monde trop amoché qui puni le choix de ne pas vouloir marcher avec l'anathème du fou ou du criminel. Dans ce sens, on pourrait dire que la violence d'une révolte est libératrice quand elle se dirige contre ce qui nous opprime et enferme et qu'elle se différencie de la violence du pouvoir et de la société dans le sens qu'elle détruit des obstacles pour ériger un monde sur d'autres bases, tandis que le deuxième enchaîne, assujettit, protège l'ordre existant.

London Calling, cette première grande révolte à l'intérieur de l'Europe depuis les soulèvements dans le monde arabe. C'est peut-être un signe précurseur que les temps à venir seront marqués par de forts conflits, qui vont opposer ceux qui veulent maintenir l'ordre social actuel, et ceux qui veulent le renverser – sans peut-être encore savoir exactement ce qu'ils veulent

P.2 • LA PLUIE SOUS LE SOLEIL BRILLANT

LES VILLES BRITANNIQUES SE DÉCHAÎNENT

P.4 • DES DEUX CÔTÉS DU MUR...

LE BAROMÈTRE DANS LES PRISONS BELGES SEMBLE INDIQUER
UNE PROCHAINE TEMPÊTE

P.5 • FAIRE SAUTER LES VOIES SANS ISSUE...

IL Y A DES PROBLÈMES POUR LESQUELS IL N'EXISTE PAS DE
SOLUTIONS DANS CETTE SOCIÉTÉ

P.8 • DES FRONTIÈRES...



mettre à la place. Mais la révolte doit de toute façon partir du *négatif*, de la négation de ce qui existe, pour libérer de l'espace et du temps pour construire d'autres rapports sociaux. Nous, anarchistes, voulons sans détours la destruction de l'ordre actuel fait d'exploitation, de riches et de pauvres, d'autorité qui écrase toute liberté sauf celle d'obéir aux chefs, de rapports asphyxiants entre les hommes, et nous n'avons pourtant

pas de plan précis pour le remplacer. Mais par contre, nous avons un rêve et un désir de liberté qui nous pousse au combat. Dans ce combat, on peut rencontrer d'autres révoltés qui sont sur leur chemin à eux, et forger des complicités et des relations qui contiennent déjà en soi les germes d'un autre monde.

London Calling, car cette révolte n'est pas seulement un signe précurseur, mais aussi un

appel à déchaîner les mauvaises passions. A ne plus avoir peur d'affronter ce qui détruit nos vies, d'arracher le masque aux moralismes qui condamnent les gens quand ils s'insurgent, et les louent quand ils commandent ou obéissent, de laisser nos yeux s'illuminer par le feu qui doit embraser ce monde putride. *London Calling*, un appel à d'autres révoltés sur le continent, à mettre le feu à la poudrière.



La pluie sous le soleil brillant

Les villes britanniques se déchaînent

Tout comme pendant les émeutes de 2005 à Paris ou d'autres conflits de rue qui se trouvent (trop) près de la maison, les journalistes, spécialistes, politicards, prétendus politicards, porte-paroles de la police (cette fois-ci britanniques) se précipitent de taxer les événements de "pur vandalisme" ou de "criminalité organisée". Ne parlons surtout pas d'un acte politique. Une interprétation politique des émeutiers n'était en effet pas à l'ordre du jour. Dans les colonnes des journaux, pendant les émissions télévisées à la radio ou dans les débats à la télévision, on ne voit que les mêmes frimeurs professionnels revenir. Et dans la rue, quand un journaliste de service est chassé, on ramasse quelques bons mots; "Je ne fais que reprendre ce que les impôts m'ont pris", "Je fais ça jusqu'à ce qu'ils m'arrêtent", "C'est fun c'est tout"... Certaines choses semblent évidentes, mais manquent à être 'les causes'. Les réactions peuvent différer, les problèmes restent les mêmes; la police, les loyers, un job pourri ou pas de thunes. La crise économique n'a pas aidé non plus: pendant que les banques reçoivent des milliards d'euros de crédit, ailleurs on se serre la ceinture. Plus d'accès à l'éducation pour faire miroiter un bel avenir. Plus d'assistants sociaux pour occuper les jeunes. Pas d'avenir dans cette société. Et puis quelqu'un est abattu par des flics zélés, et c'est peut-être toi le prochain. Et puis la ville s'enflamme.

Ce sont ces moments où toutes les marchandises impossibles à payer sont à saisir. Ces moments dans un pays avec plus de caméras de surveillance que d'habitants, où soudain les flics perdent tout contrôle et doivent battre en retraite. Ces moments où les gens peuvent détruire ce qui les rend étrangers dans leur ville.

Donc les flics sont attaqués, les marchandises volées ou détruites, et les bons citoyens restent bouche bée. Il n'y a

pas d'explications, pas de représentants. Pas de tentative de concertation, de compromis. Pas de *politique*. Une explosion de rage. "On doit s'insurger. Les taxes sont trop élevées, on n'a pas de boulot et il y a eu trop d'économies. Pour le gouvernement, les jeunes sont surtout un problème. Ils doivent pas s'étonner si ça leur est renvoyé à la gueule." Pendant une explosion pareille, il se passe peut-être des choses qui ne nous plaisent pas. Ce n'est pas pour autant qu'on doit marcher avec l'hystérie et les condamnations des médias. Ils en ont fait leur travail de détourner les faits, de taire certaines choses et d'en amplifier d'autres. Ce sont des moments où la balance du pouvoir est perturbée, et beaucoup de choses deviennent possibles. Le résultat n'est pas toujours aussi beau, mais cela dépend en partie aussi de nous-mêmes. Ce sont des moments où chacun et chacune ayant un ardent désir de destruction contre cette Société peut donner sa contribution. C'est dans l'interaction de ces actes que cela devient intéressant, loin des condamnations morales, des analyses politiques ou des explications sociologiques.

Londres brûle

Londres brûle. Jeudi soir, un homme, Mark Duggan est abattu par la police. Samedi soir, lors d'une protestation dans le quartier de Tottenham, des émeutes éclatent. Quelques voitures de police sont attaquées et incendiées. Les renforts de police n'arrivent pas à maîtriser la situation, et des magasins sont pillés et réduits en cendres. Des barricades bloquent le trafic et la police. Un supermarché Aldi et un magasin de tapis (et les appartements au-dessus, il n'y a pas de blessés) causent une mer de feu considérable. Des cocktails molotovs et des pierres sont jetés contre



↘ la police. Une voiture de la BBC est ravagée. La nuit d'après, les émeutes se diffusent vers d'autres quartiers dans le nord, l'est et le sud de Londres. Alors que la police se concentre sur Tottenham, les pillages et les incendies se développent à Enfield, Walthamstow, Waltham Forest, Croydon, Brixton, Ponders End et Oxford Circus (dans le centre). A Hackney, les flics sont attaqués avec des pierres. Alors que la première nuit, les pillages semblaient plus arbitraire et chaotiques, à partir de la deuxième nuit, ce sont surtout les magasins de vêtements les plus chers, les magasins d'électronique et les supermarchés qui sont visés.

Le premier ministre Cameron doit interrompre ses vacances en Toscane (Italie) et revenir en Grande-Bretagne. Tous les policiers sont rappelés de leurs vacances, et les agents pensionnés sont remis au boulot. A un moment donné, le premier ministre menace d'engager l'armée. Autour de 16.000 flics sont appelés pour maîtriser les émeutes à Londres. Mais à partir de lundi, elles éclatent aussi dans les villes de Manchester, Birmingham, Bristol, Nottingham, Wolverhampton, West Bromwich et Liverpool. A Manchester, la police appelle la population à rester hors du centre ville. A Birmingham, un commissariat de police brûle. A Londres même, les confrontations se poursuivent et s'élargissent aux quartiers de Peckham, Lewisham, Camden, Clapham, Ealing, Woolwich. Deux voitures de la BBC et Skynews sont attaquées et ravagées à Croydon. A Tottenham, une voiture de ITN est attaquée et le matériel d'un caméraman est détruit. La BBC et Skynews louent des agents de sécurité pour accompagner leurs cameramen. A Notting Hill, les clients d'un restaurant chic sont forcés de donner leur bijoux, porte-monnaies, portables et la caisse et le service sont emportés. Le même jour, un homme est abattu dans le quartier londonien de Croydon, il meurt à l'hôpital (les premières nouvelles parlent d'un meurtre de police, après, l'histoire devient plus floue). A Ealing, un homme est blessé alors qu'il essayait d'éteindre un conteneur d'ordures en feu. Il se serait fait attaquer. L'homme avait régulièrement des conflits avec les jeunes du quartier, il meurt quelques jours plus tard à l'hôpital.

Entretemps, les politiciens, les commissaires de police et les commerçants (qui se présentent comme les représentants des « riverains ») font les déclarations habituelles, et les médias publient les photos des émeutiers avec la demande de balancer les personnes reconnues.

Mardi soir, c'est la première nuit relativement calme à Londres. Dans les autres villes, les émeutes continuent. A Manchester et Liverpool, des centres commerciaux sont pillés (entretemps on l'appelle « aggressive shopping ») et des voitures sont incendiées. A Nottingham, deux commissariats de police sont incendiés avec des cocktails molotov et trois autres sont attaqués avec des pierres. A Salford, il y a surtout des confrontations avec les flics, et un véhicule de la BBC et une voiture d'un journaliste sont incendiés. Aussi à Wolverhampton, Leicester, Reading, Oxford, West Bromwich, Gloucester et Milton Keynes, des conflits de rue ont lieu. A Birmingham, trois gardes citoyens qui veulent protéger leurs entreprises sont tués par une voiture.

Au total, plus de 2000 personnes sont arrêtées. Les prisons londoniennes sont pleines à craquer, et d'autres prisonniers sont transférés. Les cours de justice travaillent en permanence, jour et nuit. Les leaders politiques annoncent de lourdes peines. La police et les organisations privées utilisent les 'réseaux sociaux' sur internet, et les images des médias et des caméras de surveillance (et donc aussi des portables) pour identifier des gens.

Une semaine après, la police admet que l'arme de Mark Duggan n'avait pas tiré. Et que la balle qui avait atteint le véhicule de police pendant l'arrestation venait en fait du pistolet d'un policier.



Le baromètre dans les prisons belges semble indiquer une prochaine tempête. Depuis des années, la révolte couve au sein des établissements pénitentiaires, chaque prisonnier pour ses raisons à soi, et depuis des années aussi se dessinent à l'extérieur des prisons des oppositions irréductibles et dures à la prison et à l'existence même d'un endroit aussi abject. Parcourons ce qui s'est passé ces dernières semaines, ce qui donne le rythme à un conflit qui va grandissant et qui, espérons-le, embrassera sous peu les prisons.

Des deux côtés du mur...



Sur les évasions récentes

En quelques semaines, trois évasions avec prise d'otage d'un maton (7 prisonniers évadés) se sont produites, et une tentative a échoué. Scandale, grève des matons, alertes de sécurité au sein des prisons, et ici et là, cris de joie dans la rue.

D'une certaine manière, chaque évasion trace dans la société deux côtés. L'un va condamner de toutes ses forces l'évasion, dépeindre les évadés comme des barbares qui agressent et violent ceux qu'ils croisent sur leur route, exiger d'avantage de peines, de sécurisation des prisons, donner carte blanche pour une exécution sommaire des évadés. L'autre va reconnaître dans l'évasion un désir de liberté qui se trouve, peut-être d'une autre manière, aussi en lui ; il comprendra ce qui pousse quelqu'un à enjamber les murs, le liera avec son propre rejet de l'état actuel des choses. Et au milieu, on l'oubliera presque, entre ces deux, dans cette zone grise qui se vante de son démocratisme, ceux qui vont peut-être dénoncer les conditions dans les prisons, mais uniquement pour rendre l'enfermement plus efficace (et certainement pas pour les abolir comme une monstruosité inventée par le pouvoir), ceux qui vont « comprendre le désespoir », mais plaider pour une punition plus efficace, ceux qui, en d'autres mots, n'ont jamais pu concevoir la liberté autrement que comme un ensemble de droits et de devoirs, de lois et de contrats.

Chaque évasion est donc aussi un défi à tout le monde pour réfléchir sur ce qu'est la prison et, dans notre cas et celui d'autres rebelles, pourquoi et comment nous la combattons. En tant qu'ennemi de tout pouvoir, nous n'utilisons pas des armes chargées d'autorité, de réformes de lois, de négociations et de dialogues ; mais des armes forgées dans la liberté, dans le refus de commander et d'obéir. Et cet aspect, cette qualité de liberté nous rend capables de distinguer la prise d'otage quotidienne qu'exerce l'État sur les milliers de prisonniers dans ses taules, d'une prise d'otage de quelques instants pour obliger un geôlier à ouvrir les portes de l'enfer. Les gardiens de prison, qui se lamentent et font grève pour dénoncer cette manière de s'évader (comme s'ils ne dénonceraient pas aussi *toutes* les autres manières de s'évader), sont effectivement, au sein de la prison, de simples obstacles à franchir, comme les barreaux, les murs, les barbelés. Il n'y a rien de compliqué là-dedans, et les actes de torture, de violence gratuite et humiliante, restent

jusqu'aujourd'hui le triste privilège des gardiens de prison, pas de ceux qui essayent de s'évader ou qui se révoltent contre la prison.

Sur le module d'isolement à Bruges

Le régime appliqué à nos compagnons Nordin Benallal et Farid Bamouhammad, qui se trouvent tous les deux dans le module d'isolement à Bruges, a récemment été approuvé et donc légalisé par un tribunal à Bruxelles. Des avocats avaient dénoncé les conditions de torture dans ce module, une véritable vengeance de l'État contre ces deux prisonniers qui n'ont jamais cessé de combattre la prison et la Justice, de critiquer cette société d'argent et de pouvoir. Mais le tribunal, réalisant comme toujours sa vocation de défenseur de l'ordre actuel, a considéré ce régime comme justifié (des cellules, où tout est en béton, en permanence éclairées par des phares ; la promenade dans une cage ; des menottes pour attacher Farid à la grille ou lors des rares occasions où il peut sortir de la cellule,...). Hans Meurisse, le colonel sans honte des prisons belges, en a encore rajouté une couche, en refusant de discuter avec l'avocat de Nordin à propos du régime – sale petite vengeance parce qu'une procédure devant le tribunal aurait pu critiquer son règne. Nordin et Farid sont actuellement au cachot dans le module, en signe de refus de l'ensemble de ce régime.

Et à Saint-Gilles...

Trois agressions contre des matons dans la rue, en route après leur sale boulot pour se rendre à la maison, ont suffi pour provoquer une grève au sein de la prison de Saint-Gilles. Des inconnus avaient reconnu les matons (ils avaient oublié de cacher leurs uniformes, comme les matons qui travaillent au module d'isolement cachent leur badge pour camoufler leur nom de tortionnaire) et les ont insultés, menacés, frappés, volés, bref... les ont attaqués. On ne saurait jamais oublier combien il est important de porter le conflit qui couve dans les taules dans la rue, dans une perspective offensive contre tout ce qui fait tourner la machine carcérale et ce qu'elle représente. On ne saura jamais oublier que *l'injustice a un nom et une adresse*.

Faire sauter les voies sans issue

...



Il y a des problèmes pour lesquels il n'existe pas de solutions dans cette société. On vit dans une voie sans issue. Quand on trouve un lieu pour y habiter et avoir un chez-soi, il faut chercher de l'argent pour le payer. Quand on réussit à traverser les frontières à la recherche d'une vie meilleure, il faut obtenir des papiers pour vivre dans ce nouveau pays. Alors on marche dans la rue, on marche dans cette voie sans issue en abandonnant notre propre volonté, nous limitant à la recherche de la survie.

Il y a des problèmes pour lesquels il n'existe pas de solutions dans cette société. Tous, nous le savons et pourtant... Si nous gardons espoir, souvent il ne porte rien de plus que le désir d'être, un jour peut-être, finalement accepté par cette société, intégré dans ses structures. Cette société qui nous écrase, qui nous opprime, qui nous crache dessus, on voudrait être intégré dans ses structures... La nécessité de survivre nous fait accepter que la vie soit dure et on pense qu'on est fort si on est capable de la subir jusqu'à l'infini. On se sent mal quand la société nous frappe, mais on est heureux quand elle nous embrasse. Et on continue à marcher dans cette voie sans issue, car quand même, ici c'est mieux que là-bas... On continue à marcher dans cette voie sans issue, en se cognant la tête contre ses murs, jusqu'à la perdre... la tête.

Peut-être qu'il est l'heure de faire sauter cette rue. Cette rue qui s'appelle Rue de l'Oppression, Rue de la Domination, de la Survie, de l'Inégalité, de l'Autorité, Rue de l'Etat, de la Police, de la Justice, Rue de la Cruauté, de la Prison, de l'Expulsion... Rue de la Monotonie et de l'Abrutissement, de l'Ennui et du Désespoir. De la Soumission, de la Résignation, de la Concurrence. Cette rue qui fait bien partie de toutes les villes du monde, car ce monde de chefs se nourrit de notre misère, partout, et toujours.

Si nous marchons comme des prisonniers dans cette ruelle, c'est en partie à cause de l'idéologie du pouvoir. L'idéologie qui nous dit qu'un esclave capable de porter des kilos sur son dos est un bon esclave. La peur des représailles du maître fait que l'on ne se

révolte pas. Autant que le chantage et l'isolement que les chefs utilisent pour nous garder au calme. Le chantage, et des promesses, des promesses d'une régularisation, des promesses d'une pension après des années de dur labeur, des promesses de vacances, d'une belle voiture ou d'un avenir pour nos enfants. Et alors, on oublie la rage. On l'étouffe parce qu'on finit par croire qu'il vaut mieux ne pas s'énerver, qu'il faut tout simplement encore faire un effort, qu'il faut sourire une fois de plus, et penser que tout est bien comme ça.

Des fois, on remarque des dessins sur les murs des ruelles. Des dessins qui expriment une voix claire contre ce monde d'humiliation. *Feu aux prisons! Sabotons la machine à expulser! ou encore Vive la révolte, l'évasion, les mutineries! Solidarité avec les insurgés!* Au milieu de la grisaille, ces traces écrites nous rappellent de rester un être humain face à ce monde de béton et de barreaux. Se révolter...

Ces derniers mois, des rumeurs circulent dans les ruelles de nos vies. Des rumeurs qui parlent d'émeutes, de soulèvements et d'insurrections. Des rumeurs de la possibilité de s'insurger contre le pouvoir, de détruire les bâtiments des responsables de la misère, d'être solidaires les uns avec les autres dans la lutte. Et on commence à réaliser, lentement, que la plus puissante arme du pouvoir est qu'il nous a volé notre imagination. Si cela est possible maintenant, pourquoi ne l'était-ce pas avant? Si cela est possible là-bas, alors pourquoi pas ici? Le pouvoir nous laisse pour unique rêve celui d'être bien intégré. Etre quelqu'un qui travaille (le métier de ses rêves) et qui dépense son argent dans des marchandises. La soi-disant la belle vie...

Mais là, on a bien compris qu'on n'a plus rien à attendre du pouvoir. Il est comme il est : il aime l'argent, et le contrôle ; point barre. Alors, pourquoi ne pas nous défaire de ces rêves qui nous enchaînent ? Pourquoi ne pas arracher nos rêves au pouvoir, les extorquer de son armement ? Nos rêves nous poussent

↙ à chercher des complices révoltés. Nous permettent de regarder au delà de cette voie sans issue, et comme dans l'imagination tout est possible, cela nous invite à atteindre ce tout. Le pouvoir nous a fait croire que la misère est là pour toujours, mais on n'y croit plus. Un autre monde, une autre vie est bien possible.

La plupart d'entre nous habitent ces ruelles de la misère, mais on n'a pas besoin d'être nombreux pour commencer à lutter. Par contre, on a fortement besoin de commencer, vivre chaque jour comme une invitation à la révolte. Et oui, pour une révolution, on a bien besoin d'être nombreux, mais aussi d'idées solides. Des idées de base qui nous permettent de refuser la politique, de refuser la présence policière, la collaboration avec les institutions qui maintiennent l'ordre actuel. Des idées d'égalité, donc d'anti-autorité, des idées qui empêchent une contre-révolution, des idées dont on a besoin pour vivre en liberté. Eradiquons les rapports de domination de notre société, sinon de nouveaux chefs continueront à s'imposer. Eradiquons les rapports inégaux, car c'est également parce qu'on est habitué aux relations de pouvoir depuis qu'on est enfant, qu'on les accepte, qu'on les reproduit, qu'on les trouve normales.

On a besoin de se confronter, de crier la rage, d'être fâché. L'anesthésie nous fait oublier que le mal qu'ils nous infligent n'est pas un détail à refourguer aux oubliettes. On a raison de les faire chier, on a bien raison. Et on le fait, parce qu'on désire une rue qui s'appelle liberté et une autre qui s'appelle solidarité. On se bat pour la rue de l'individualité et de l'autonomie, de l'aventure et de l'étonnement. La rue de la volonté et de la confiance, la rue de la réciprocité et celle de la découverte. Du sourire, de l'intimité, de l'ouverture et de la chanson enthousiaste...



Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Bus ravagés • Sur un terrain à Machelen, des dizaines de bus de l'entreprise 'Eurobussing' sont défoncés. L'entreprise gère le transport des écoles et des touristes, et collabore aussi avec De Lijn. Les vitres de dizaines de bus sont brisées, les extincteurs sont vidés et du mazout volé. Sur le terrain en question, l'État veut construire une nouvelle prison pour y enfermer 1000 personnes.

Tension latente • Quand une boulangerie industrielle brûle à Molenbeek à cause d'une bouilloire explosée, les flics sont insultés et reçoivent des cailloux.

Thalys retardé par le vandalisme • Le Thalys vers Bruxelles subit des retards grâce au vandalisme contre l'infrastructure des rails aux environs de Paris.

Barricade • Dans la Stropstraat à Gand, des squatteurs érigent une barricade pour résister à une expulsion de l'immeuble occupé. Les flics arrivant sur place reçoivent des œufs. Les habitants peuvent s'échapper par l'arrière du bâtiment. Personne n'est arrêté. Le jour même, un tract est diffusé contre l'expulsion et en solidarité avec les émeutiers au Moyen-Orient, en Afrique du nord et ailleurs.

Une initiative comme une perle • A Saint-Trond, l'ouverture planifiée d'une nouvelle bijouterie ne peut pas se faire parce que, pendant la nuit, on brise les vitres du bâtiment et la façade est travaillée par de l'acide corrosif.



Évasions dans l'offensive • Depuis la prison de Huy, deux prisonniers réussissent à s'évader. Armés d'un cutter, ils prennent deux matons sous le bras et exigent que les portes soient ouvertes. Une fois dehors, ils laissent partir un maton et prennent le deuxième dans une voiture. Ils se disent au revoir dans les environs de Charleroi. Les prisonniers sont toujours à l'air libre.

Quelques jours plus tard, un prisonnier d'Andenne tente le coup et prend en otage deux matons avec une bombe artisanale en main. L'homme ne parvient pas à franchir les murs. Mais cela ne décourage pas les autres : une semaine plus tard, une nouvelle évasion s'ensuit, cette fois-ci de la prison de Jamioulx. Trois prisonniers prennent en otage un maton et forcent un chemin vers l'extérieur. Ils prennent la voiture de fonction du gardien en otage et disent au revoir à la prison. Quelques heures plus tard, le maton est relâché le long d'une autoroute en France. Quelques semaines plus tard, l'un d'eux est arrêté, les deux autres sont toujours libres.

Consulat • Une quarantaine de personnes diffusent des tracts devant le consulat marocain à Bruxelles. Sur la façade, des affiches sont collées, et à l'entrée on laisse des tomates pour symboliser les accords commerciaux entre le Maroc et l'Union européenne. Le rassemblement se tient pour protester contre les expulsions, la répression contre les immigrés et les contrôles des frontières. Et le rôle des consulats dans tout ça.

Slogans et pneus crevés • Dans le quartier de Sint-Amandsberg à Gand, des dizaines de façades, y compris celle d'un bureau de police, sont repeintes de slogans contre le capitalisme. Les pneus de quelques voitures tout-terrain sont crevés.

Matons sur la défensive • Les matons de la prison de Saint-Gilles entament une grève en réaction aux problèmes qu'ont l'air d'attirer leurs uniformes hors des murs. A plusieurs occasions, ils ont été menacés, frappés et dépouillés sur leur chemin de ou vers la prison. Le transfert annoncé de Farid vers la prison de Saint-Gilles augmente la trouille des matons. Farid a déjà parcouru bon nombre de prisons belges. Il est réputé pour ne pas se laisser faire, et leur rendre la monnaie de leur pièce.

La chasse aux schtroumpfs! • Lors d'une fête à Visée, dix flics Bruxellois en congé sont attaqués par une dizaine de jeunes. Six agents doivent être emmenés à l'hôpital. Quand les flics font irruption dans une fête illégale à Amay, ils sont assaillis de verre, pierres et de bouteilles par les dizaines de personnes présentes. Plus tard, une patrouille est attaquée et deux voitures de police endommagées. Personne n'est arrêté. À Droixhe, près de Liège, une émeute éclate quand la police essaye d'intervenir dans une dispute violente entre deux hommes et quelques commerçants. Les deux appellent à l'émeute, et quarante personnes attaquent les flics. Ils sont finalement arrêtés, et menacent que le commissariat sera aussi attaqué. Les flics appellent des renforts pour protéger chaque commissariat des environs. A Anderlecht, deux flics sont attaqués alors qu'ils s'occupent d'un accident routier mortel. Cinq personnes s'attaquent aux flics, deux sont arrêtées. Un flic ramasse des coups.

Huissier à l'esprit lent • A Liège, un homme doit comparaître pour violence contre un représentant de la justice. Un huissier s'était rendu chez lui et s'était pris la porte dans la gueule. L'huissier n'était pas tout à fait sûr de ce qu'il voulait dire par là, et a sonné de nouveau à la porte. Cette fois-ci, l'habitant lui a éclairci les idées à l'aide d'un bâton en bois.

Communication enflammée • Dans la prison de Turnhout, un prisonnier se fâche car il ne reçoit pas la permission de téléphoner, et qu'un transfert planifié vers une autre prison se fait attendre. Il se retranche dans la cellule et accueille les deux matons venant le chercher avec de l'eau bouillante.

Occupation de préau • A Lantin, une quarantaine de détenus refusent de réintégrer les cellules après la promenade. Ils exigent un prolongement de l'heure du préau. Une bonne heure après, ils réintègrent les cellules, ayant eu gain de cause.

Lion flamand en feu • Le soir de la fête flamande, un drapeau flamand, attaché à la villa du président local du NVA Michel De Sutter, est incendié à Eeklo.

Voitures en flammes • Quatre voitures brûlent tout près des bureaux de publicité Mortierbrigade à Schaerbeek. L'agence venait de déménager à cause du vandalisme et des agressions subies à Molenbeek. Ailleurs à Schaerbeek, un garage pour taxis est incendié. À Melsbroek, un hangar pour camions est livré aux flammes.

Conteneurs de chantier • A Gilly, trois conteneurs de chantier sont incendiés. Quelques mois auparavant, Gilly, près de Charleroi était bien bousculé par plusieurs nuits d'émeutes et d'incendies, suite à la mort de deux personnes après des interventions de police.

Romantique le long de l'Escaut • En soirée, une action de protestation a lieu dans les bureaux de la banque Ackermans en Van Haaren (financiers du pont Lange Wapper, un projet de mobilité mégalomane à Anvers). L'entrée et la porte à tambour sont endommagées, des tags y sont laissés: 'lobby du béton', 'Trop de voitures', 'On veut la nature', 'Sauve la forêt',... Sur le trottoir est peint « Arrêt du tracé Bam ». La nuit, des barrières nadar sont posées dans la rue, et pour la deuxième fois depuis sa brève existence, le dépôt de Vélo de la place Stuivenberg est mis hors service par du vandalisme.

Militaire visé • Depuis une voiture, on tire sur un soldat en patrouille sur le domaine militaire Leopoldsburg. Personne n'est blessé.

Flammes éternelles • A Begijnendijk, on cambriole une église. À l'intérieur, les chaires, quelques statues de saints et les rideaux sont incendiés. Les extincteurs sont vidés sur les chaises. Les dégâts sont considérables.

Oppression



Révolution



Réformes



Des-frontières

Chaque année, des milliers de personnes tentent le passage vers l'Europe. La plupart d'entre elles recherchent une vie meilleure (peu nous importe leurs raisons précises). Mais beaucoup n'atteignent jamais le point final de ce voyage où, quand elles sont arrivées, la vie promise se cache très loin. Le nombre de personnes noyées en Méditerranée depuis l'insurrection en Libye est estimé à plus que 2000 (selon les chiffres officiels). C'est comparable au nombre de morts tombés en Syrie depuis le début de l'insurrection sur ce territoire, pendant que des institutions comme Frontex, main dans la main avec les états frontaliers, pompe toujours plus d'argent et de moyens pour surveiller et contrôler les frontières. A titre d'exemple, voyons la Grèce, où ils ont voulu poser un nouvel obstacle devant les pieds des migrants, et cette fois-ci littéralement. Entre la Grèce et la Turquie donc, l'État grec est en train de construire un fossé antichar d'une longueur de 120 km, de 7 mètres de profondeur et 30 mètres de largeur, muni de toutes sortes de gadgets techniques, pour traquer les gens qui voudraient franchir cette frontière entre les deux pays. Les travaux ont commencé en décembre 2009, une tranchée de 15 km est déjà réalisée.

Mais le concept de frontière concerne toujours moins exclusivement l'endroit où on doit traverser un pays. Elle se diffuse aussi à l'intérieur même de tout le continent. Dans la rue, les flics font toujours plus de rafles. Des caméras surveillent chaque coin de rue. Les nouveaux centres de déportation poussent partout comme des champignons. Les mailles du filet se resserrent. Les médias aussi semblent mener une terreur sans cesse renouvelée contre les immigrés. Les journaux se remplissent de paroles hostiles, selon lesquelles plus de personnes doivent être déportées, doivent se casser pour préserver notre société.



Malgré cette réalité, nous entendons des nouvelles des émeutes. Des gens qui ne s'inclinent pas face à leur destin écrit par les puissants, mais tiennent la barre. Comme ceux qui ont détruit en grande partie le centre fermé à Steenokkerzeel. Ou à Bari, en Italie, où des centaines d'immigrés (beaucoup d'entre eux ayant fui la Libye) ont occupé une autoroute et des voies de train pour protester contre les retards bureaucratiques dans le centre et les conditions de vie qu'ils y mènent. Des pierres ont été posées sur les rails, des feux allumés dans les alentours, le trafic ferroviaire dans la région a subi pas mal de retard. La police a été attaquée avec des barres de fer et des pierres, leurs véhicules endommagés.

Les révoltes dans les centres fermés dans toute l'Europe nous donnent de l'espoir. Des gens qui ont le courage de se battre, malgré tout. Ce sera la lutte qui abattra les frontières.



agenda

- Permanences **Acrata** - bibliothèque anarchiste
Chaque jeudi de 17h à 21h
Chaque samedi de 14h à 18h
32, Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles



voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
<http://journalhorservice.blogspot.com>

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer **Hors Service** (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.